

**Assemblée générale**

Distr. générale
9 février 2006
Français
Original: anglais

Soixantième session

Points 122, 132 et 136 de l'ordre du jour

**Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif
et financier de l'Organisation des Nations Unies****Rapport du Secrétaire général sur les activités
du Bureau des services de contrôle interne****Aspects administratifs et budgétaires du financement
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies****Lettre datée du 6 février 2006, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de l'Afrique
du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai été prié par les États membres du Groupe des 77 et la Chine de porter à votre attention leurs préoccupations au sujet des déclarations et des exposés que des hauts fonctionnaires du Secrétariat ont faits récemment aux médias. Vous vous souviendrez que ce n'est pas la première fois que le Groupe aborde cette question avec vous et qu'il avait déjà exprimé des préoccupations analogues dans la lettre qu'il vous avait adressée le 6 octobre 2005.

Le Groupe des 77 et la Chine ont aussi fait part de ces préoccupations à la Vice-Secrétaire générale, le 30 janvier 2006, lorsqu'elle a présenté au groupe de travail officieux de l'Assemblée plénière sur le Secrétariat et la réforme de la gestion un rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs à l'analyse des politiques, des statuts et des règlements concernant le personnel et les questions financières. À cette occasion, ils ont indiqué clairement que la propension récemment manifestée par des hauts fonctionnaires du Secrétariat à contourner l'Assemblée générale et à communiquer des informations à la presse sur des questions touchant aux travaux de l'Organisation et concernant plus particulièrement des cas présumés d'irrégularités de gestion, de fraude et de corruption, était inopportune et portait préjudice au rôle de supervision des États Membres et de l'Assemblée. Elle allait à l'encontre des efforts que nous faisons pour instaurer un climat de confiance et assurer des courants de communication entre les États Membres et le Secrétariat.

Le Groupe des 77 et la Chine prennent très au sérieux toutes les allégations d'abus, de fraudes et d'irrégularités de gestion qui visent le Secrétariat. C'est la raison pour laquelle ils avaient proposé que le Bureau des services de contrôle



interne s'attelle d'urgence à la réalisation d'un audit approfondi portant sur les pratiques du Département des opérations de maintien de la paix et sur les risques de fraude et d'abus de pouvoir dans les domaines opérationnels, notamment celui des achats. Cette proposition a été ensuite adoptée par consensus par l'ensemble des membres de la Cinquième Commission et reprise dans la résolution 59/296 de l'Assemblée générale.

Toutefois, les observations qu'un haut fonctionnaire du Secrétariat a formulées récemment dans les médias au sujet de la teneur du projet de rapport d'audit du Bureau des services de contrôle interne, avant même que le rapport ne soit porté à l'attention de l'Assemblée générale, suscite de profondes interrogations sur la légitimité de la conduite adoptée par certains fonctionnaires du Secrétariat et sur leur impartialité. Cette démarche a également été faite sans que l'on tienne dûment compte des processus intergouvernementaux ou de la réputation de l'Organisation. À notre sens, ce genre d'initiative est en contravention flagrante avec le statut et le règlement du personnel de l'Organisation et les dispositions de la Charte des Nations Unies qui disposent que les fonctionnaires du Secrétariat, quels que soient leur rang ou leur nationalité, doivent être politiquement neutres et s'abstenir de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux et les responsabilités qu'ils ont à ce titre envers l'Organisation.

Le Groupe des 77 et la Chine vous prient instamment de faire le nécessaire pour que les fonctionnaires concernés respectent les statuts et règlements et cessent immédiatement de se livrer à de tels actes.

Nous souhaitons par ailleurs affirmer sans la moindre ambiguïté que le principe de responsabilité ne doit pas être appliqué de manière sélective au sein de l'Organisation et que tous les fonctionnaires, notamment aux échelons supérieurs de l'administration, doivent être tenus responsables pour toute irrégularité de gestion constatée. Nous avons appris, à l'occasion de récentes conférences de presse et à la lecture d'articles parus dernièrement dans les journaux, que plusieurs fonctionnaires du Secrétariat avaient été mis en congé administratif au vu des conclusions d'un rapport d'audit interne établi par le Bureau des services de contrôle interne et en attendant un complément d'enquête. Le Groupe des 77 et la Chine estiment que tous les fonctionnaires, quel que soit leur rang, doivent bénéficier des garanties d'une procédure régulière lors des enquêtes. Or, il a été informé qu'aucun des fonctionnaires du Secrétariat visés n'a eu communication du rapport avant que la mesure de suspension ne soit prononcée à son encontre. Il était donc difficile pour les fonctionnaires en question d'organiser une défense avant leur mise en congé administratif. De surcroît, puisque le rapport d'audit était centré principalement sur le Département des opérations de maintien de la paix, on peut se demander pourquoi des mesures analogues n'ont pas été prises à l'encontre de fonctionnaires qui étaient peut-être directement chargés de superviser et de contrôler les opérations d'achat du Département.

Par ailleurs, le Groupe des 77 et la Chine tiennent à faire part de leurs préoccupations au sujet de la propension récemment manifestée par des hauts fonctionnaires du Secrétariat à faire appel à des consultants pour réaliser des études et formuler des conclusions sans consulter préalablement l'Assemblée générale et solliciter son approbation. Le rôle de supervision de l'Assemblée générale ne devrait pas être remplacé par des concours extérieurs pour la conduite d'enquêtes et la réalisation d'études, en particulier lorsque ces études ou les ressources qui leur sont affectées

n'ont donné lieu à aucune décision de l'Assemblée. Au moment où les États Membres s'emploient à renforcer le rôle du Bureau des services de contrôle interne, ces initiatives portent gravement préjudice à l'accomplissement des missions qui lui sont confiées en matière d'audit et d'enquête. Le Groupe des 77 et la Chine tiennent à insister sur le fait que les conclusions figurant dans les rapports des consultants doivent être présentées à l'Assemblée et évaluées par elle, surtout quand elles font état de graves carences dans le dispositif de responsabilisation.

Le Groupe des 77 et la Chine appuient l'action que vous avez entreprise pour promouvoir une culture de la déontologie à l'Organisation et vous prient instamment de vous attacher dans toute la mesure possible à enrayer ces tendances malsaines qui ne contribuent pas à l'entreprise dans laquelle les États Membres et le Secrétariat se sont engagés conjointement pour réformer l'Organisation et l'affermir. Nous tenons à souligner que les cas présumés d'irrégularités doivent faire l'objet d'une enquête diligente et être réglés de manière équitable et dans des procédures régulières, comme le prévoit le système d'administration de la justice en place.

Le Groupe des 77 et la Chine sont convaincus qu'il devrait être possible de trouver des réponses à bon nombre de leurs préoccupations en engageant un dialogue suivi avec vous. Ce n'est que par la voie d'un dialogue que nous parviendront à résoudre les problèmes et à éviter qu'ils ne se reproduisent dans l'avenir. Aussi le Groupe des 77 et la Chine attendent-ils avec intérêt la réponse que vous donnerez aux questions soulevées dans la présente lettre. De plus, ils souhaitent ajouter que la réforme de l'Organisation des Nations Unies est importante pour tous ses membres. Étant donné la complexité des questions en jeu et la nature délicate du processus en cours, ils estiment qu'ils ont collectivement le devoir de faire le nécessaire pour que cette réforme soit un succès. Nous ne devrions pas tolérer des initiatives individuelles qui risquent de la compromettre, en particulier émanant de quelques hauts fonctionnaires.

Au nom du Groupe des 77 et la Chine, je vous prie de bien vouloir faire distribuer la présente lettre comme document de l'Assemblée générale au titre des points pertinents renvoyés à la Cinquième Commission.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
de la République d'Afrique du Sud
auprès de l'Organisation des Nations Unies,
Président du Groupe des 77
(Signé) Dumisani S. **Kumalo**